

**Eugène Morel, passeur entre deux mondes.
Journée d'étude du 6 décembre 2010**

L'avant-garde contemporaine d'Eugène Morel

Galvez, Marie
Elève conservateur, DCB 19.

Galvez, Marie. L'avant-garde contemporaine d'Eugène Morel [en ligne]. Format PDF.
Disponible sur : < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/notice-48944> >



Ce document est diffusé sous licence « **Creative Commons by-nc-nd** ».

Cette licence signifie que le document est mis à disposition selon le contrat **Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification**, disponible en ligne à l'adresse <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/> Il est ainsi possible de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public, à condition de le faire à titre gratuit, mais ni de le proposer à titre onéreux ni le modifier sans le consentement explicite de l'auteur.

L'ensemble des documents mis en ligne par l'enssib sont accessibles à partir du site :
<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/>

L'avant-garde contemporaine d'Eugène Morel

Il s'agit à présent d'évoquer le contexte bibliothéconomique dans lequel s'insère l'œuvre d'Eugène Morel. L'objectif est de mieux comprendre ses idées en les replaçant dans une époque particulière, s'étendant des années 1890 à la première guerre mondiale, époque marquée par de profondes réflexions et évolutions dans le monde des bibliothèques.

Un modèle bipolaire dépassé dans les années 1890

Le paysage bibliothéconomique des années 1890 est essentiellement marqué par deux types d'institutions : les bibliothèques savantes destinées aux érudits et les bibliothèques populaires ouvertes à tous. Or, ces dernières, qui ont connu leur âge d'or dans les années 1860-1870, ne paraissent plus adaptées aux nouvelles réalités du temps. Le contexte économique et social de cette dernière décennie du XIX^e siècle a en effet considérablement évolué : l'introduction de nouvelles sources d'énergie transforme les techniques de production et impose une spécialisation qui fait reculer la culture humaniste traditionnelle. De même, la libéralisation et la laïcisation de la France, les conquêtes sociales, la maturation du mouvement ouvrier, ainsi que la scolarisation généralisée, favorisent l'appropriation des valeurs de la culture légitime par les élites populaires.

Cette acculturation des masses s'accompagne de la prise de conscience de l'obsolescence des modes de conservation et de communication du savoir. Le système socio-éducatif français, destiné aux adultes, apparaît basé sur des clivages sociaux et idéologiques dépassés, et se révèle de plus en plus inadapté aux nouvelles réalités du temps.

Cette situation est parfaitement perçue par une petite élite intellectuelle et progressiste qui condamne d'une part, le conservatisme érudit de la bibliothèque savante mais aussi, d'autre part, l'aliénation qui accompagne les expériences de lecture populaire, désormais enracinées dans des comportements philanthropiques, paternalistes, qui rendent impossible une remise en cause du système. Ce sont des cercles intellectuels étrangers à la lecture populaire qui prennent conscience de l'obsolescence de cette situation.

1890 : l'Académie des Sciences morales et politiques

Le premier signe d'une prise de conscience de l'inadaptation des bibliothèques françaises aux nouvelles conditions de la vie collective a lieu en 1890, date à laquelle l'Académie des sciences morales et politiques ouvre un débat sur les bibliothèques de province, plus précisément sur le « Rôle des bibliothèques et l'extension qu'elles pourraient prendre ». Sans rejeter le système bipolaire existant, l'Académie constate que les bibliothèques populaires, tout en étant nécessaires, ne répondent pas à la demande d'une « classe moyenne des intelligences cultivées » pour laquelle il n'existe aucune institution publique de lecture. Dans le même temps, les académiciens condamnent l'esprit de conservation des BM et prônent la libre communication et circulation des livres, car, de même que la monnaie « n'est une richesse que si elle passe en beaucoup de mains », les livres sont improductifs lorsqu'ils demeurent immobiles dans les rayons. Mais

lorsqu'ils sont « lus, consultés et feuilletés, ils éveillent l'esprit, développent les idées, créent par eux-mêmes une richesse comme la pièce qui circule ». Les académiciens prônent le prêt à domicile, l'élimination des doubles qui encombrant les bibliothèques et leur réunion dans une bibliothèque nationale de prêt qui, comme à l'étranger, organiserait un service de prêt interbibliothèques.

L'économiste **Henri Baudrillart**, inspecteur général des bibliothèques, va intervenir dans le débat et être le premier à dire que la bibliothèque municipale traditionnelle peut aussi avoir un rôle éducatif, qu'elle doit être un auxiliaire de l'enseignement, quitter les sphères de l'érudition, ouvrir ses collections aux ouvrages de vulgarisation, pratiquer le prêt libéralement et répondre à la demande d'un public avide de lectures « plus saines et plus fortes » que celles que proposent les cabinets de lecture et les bibliothèques populaires...

Cette étape est importante car pour la première fois en France, on estime que, sans remettre en cause le système en place mais au contraire en s'appuyant sur lui, on pourrait investir les bibliothèques municipales de nouvelles missions, des missions de lecture publique. Pour la première fois, on entend dire que la bibliothèque traditionnelle peut avoir un rôle éducatif et devenir auxiliaire de l'enseignement.

Réappropriation de ces idées par des professionnels

Ces idées, énoncées en premier lieu par l'Institut, sont appelées à faire leur chemin dans le monde des bibliographes et des bibliothécaires, à une époque où le métier se professionnalise et où un véritable « esprit de corps » commence à émerger. Ce phénomène s'est produit de manière progressive au cours du siècle par la mise en place de concours et d'examens professionnels qui ont réduit les sinécures et favorisé la naissance de toute une théorie professionnelle qui a donné lieu à la publication de traités de bibliothéconomie moderne. Peu à peu, la nécessité d'une organisation professionnelle s'impose qui aboutit à la création de l'ABF en 1906.

Charles Sustrac et la dénonciation des BM conservatrices

Dès les premiers temps de son existence, cette association, désireuse de moderniser les bibliothèques et le métier de bibliothécaire, lance une enquête sur les bibliothèques provinciales, municipales et universitaires dont **Charles Sustrac**, secrétaire général de l'association et bibliothécaire à la bibliothèque Sainte-Genève, analyse et commente les réponses. Sustrac dénonce alors le conservatisme des BM et pose la **priorité du service public sur la conservation du patrimoine**. Il rompt avec la tradition en affirmant que le bibliothécaire n'est pas un savant et que son rôle est de mettre le savoir à la portée du lecteur quel qu'il soit, en adaptant ses collections au public qu'il sert. Sustrac plaide pour une bibliothèque ouverte à tous, actualisant constamment ses collections et offrant un large choix d'ouvrages utiles à l'étude, à la vulgarisation et à l'information pratique. Il propose que les coopératives, les syndicats, les sociétés savantes, artistiques et sportives, toutes les structures donc, relayent l'Etat et les communes dans la promotion de la lecture.

Cependant, conditionné par le système existant, et assez ignorant des bibliothèques et de la lecture populaires, il ne comprend pas encore qu'un développement efficace des bibliothèques n'est pas compatible avec le morcellement des institutions. L'idée d'un service public des bibliothèques lui est étrangère.

1908 : le 4^{ème} congrès international de bibliographie et de documentation

C'est en 1908 que vont être formulées des idées novatrices et riches d'avenir. Elles émanent de deux personnalités hors du commun qui ont approfondi la première enquête menée en 1890. Il s'agit d'**Henri Lafontaine** (1854-1943) et de **Paul Otlet** (1868-1944), sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir plus longuement.

Ces deux juristes de formation, pères de la bibliographie moderne, conçoivent une organisation planétaire de la documentation dont la clé de voûte est une institution de lecture unitaire. Le rapport qu'ils présentent en 1908 à la quatrième Conférence internationale de bibliographie et de documentation est un ardent manifeste pour une bibliothèque publique moderne ouverte à tous, où la fonction d'information primerait sur celle de conservation. Pour eux, le livre n'est pas seulement un instrument de recherche, mais *« l'outil par excellence de l'unification sociale... Par les livres, nous sortons de l'isolement intellectuel comme nous sortons de l'isolement économique par les routes et les chemins de fer... »*. Il faut donc mettre le livre à la portée de tous, et pour cela réunir les bibliothèques populaires et savantes dans un même service public. De manière générale, il faut regrouper toutes les bibliothèques, quelles que soient leurs fonctions, dans un même service et donc en finir avec la ségrégation des collections et des publics.

Les idées de Lafontaine et d'Otlet constituent la base d'une politique nouvelle de la lecture de masse destinée à combattre le passéisme de la bibliothèque-conservatoire mais aussi le paternalisme et le misérabilisme de la bibliothèque populaire. Ces idées sont reprises par Morel et, de manière générale, par l'ABF et l'*Inspection générale des bibliothèques* qui vont en faire leur ligne de conduite pendant près d'un demi-siècle. Cependant, l'ABF, composée à l'origine de notables professionnels connaissant peu la lecture de masse, va-t-elle réussir à mettre concrètement en application, dans un délai raisonnable, ces principes novateurs ?

Les premières réalisations concrètes

En réalité, les principes des pères fondateurs de la lecture publique tardent à trouver leurs applications concrètes. Les professionnels français tâtonnent quelque peu mais leurs réalisations, même imparfaites, témoignent de la prise en compte des idées nouvelles et du dynamisme de la réflexion qui occupe alors le monde des bibliothèques.

Maurice Pellisson et les bibliothèques intercommunales

Maurice Pellisson, chef du service des œuvres postsecondaires, membre de l'ABF, publie dès 1906 une monographie générale sur les bibliothèques populaires dont le dernier chapitre est un projet de réforme qui

intègre les bibliothèques scolaires à des réseaux de lecture organisés par les BM, et qui remodèle la lecture rurale en créant des bibliothèques intercommunales circulantes. Avec l'historien **Charles-Victor Langlois**, directeur du Musée pédagogique, il lance en avril 1907 une enquête auprès des instituteurs du pays et obtient en 1909 les crédits nécessaires à l'organisation de réseaux cantonaux. Mais Pellisson et Langlois ne remettent pas en cause les institutions existantes.

Un cas à part : les bibliothèques ouvrières et leurs positions modernistes

L'essor de la lecture ouvrière est également révélateur du renouvellement des structures et de l'esprit de la lecture de masse. Après la loi Waldeck-Rousseau (1884), les syndicats et les bourses du travail prennent le relai des groupes d'enseignement mutuel et créent des bibliothèques ouvrières. **Fernand Pelloutier**, secrétaire général de la fédération des bourses de 1894 à 1901, donne à ces bibliothèques une orientation très élitiste se rapprochant du modèle de la bibliothèque savante lettrée et donc en porte-à-faux par rapport à la culture ouvrière vécue.

Cependant, les bibliothèques ouvrières véhiculent des idées modernistes intéressantes. Au niveau de la méthode, elles mettent à la mode la « leçon de bibliothèque » de Jean Macé, à une époque où, suivant les idées lancées par Henri Leneveux, la lecture glisse vers le jeu dramatique et la séance récréative. Il est courant alors de dire que le théâtre favorise l'éducation populaire et c'est une idée que Romain Rolland développe dans un article des *Cahiers de la quinzaine* en 1903. Or, Eugène Morel a été le compagnon de route de Romain Rolland ; il a également écrit des pièces appartenant au répertoire du théâtre du peuple, et dirigé entre 1900 et 1903 la « Revue d'art dramatique » qui militait pour l'institution des théâtres populaires en France. Les problématiques de la lecture ouvrière lui étaient donc connues, c'est pourquoi il nous a semblé opportun de les rappeler.

Les bibliothèques ouvrières souhaitent également se doter, sur une idée de Fernand Pelloutier de « Musées du Travail » c'est-à-dire d'une collection multimédia présentant simultanément les produits manufacturés et une information technique et économique sur ces produits, projet qui s'accorde parfaitement à la fonction documentaire de la bibliothèque telle que définie par Lafontaine et ses collègues.

Notons enfin que, plus tard, en 1917, « La librairie du Travail » révélera plus clairement encore l'osmose existant entre la pensée moderniste et la culture ouvrière. Entreprise d'édition, librairie et bibliothèque de prêt, « La librairie du travail » publie en 1918 un premier catalogue où sont clairement énoncés les principes de la lecture publique moderne prenant en compte les finalités multiples de la lecture et légitimant les niveaux, les paliers et le plaisir de lire.

Impact de ces réflexions et projets auprès des BM de province

Quel est l'impact de ces réflexions, ces théories, ces projets sur les BM ? En réalité, celles-ci, dispersées et mal encadrées en ce début de siècle, peinent à assimiler les réformes (peu de bibliothécaires de province sont par exemple abonnés à des revues professionnelles). Cependant, les signes annonciateurs d'une transformation de la mentalité professionnelle se multiplient : le prêt à domicile, par exemple, est de

plus en plus pratiqué, malgré des réticences (on évoque le tort causé aux éditeurs et aux libraires, l'atteinte à l'intégrité du patrimoine imprimé, ou même les risques de contagion microbienne) qui aboutissent parfois à des solutions médianes (la limitation du prêt aux enseignants, aux étudiants et aux personnes « honorablement connues » autorisées par les maires). La poussée moderniste est visible également sur le plan institutionnel : dans quelques villes (comme Albi, Angers, Grenoble, Lille), bibliothèque populaire et bibliothèque municipale sont réunies sous une même direction ou sous un même toit (ce qui peut être considéré comme un premier pas vers l'institution unitaire de lecture et de documentation prônée par Lafontaine et Otlet).

Cependant, nul ne songe encore à créer une « librairie publique » sur le modèle anglo-saxon, sauf **Eugène Morel** à qui la municipalité de Levallois-Perret demande en 1911 de réorganiser sa bibliothèque populaire. C'est pour lui l'occasion inespérée d'introduire en France la pratique d'organisation anglo-saxonne. En deux ans, il procède à des achats massifs, reclasse l'ensemble du fonds en utilisant la classification décimale pour la première fois en France, constitue une section de lecture enfantine et publie un catalogue de près de 700 pages avec une longue introduction qui est à la fois un manifeste et un manuel technique pour la bibliothèque publique moderne. Morel trouve un supporter enthousiaste en la personne d'**Ernest Coyecque**, chef de bureau des bibliothèques de la Ville de Paris, qui publie en 1915 un article plein de verve où il brosse un tableau corrosif des bibliothèques municipales de la capitale. On y retrouve les idées et les phrases même de Morel, mais le propos est infléchi et soumis à l'épreuve de la pratique. Toute la problématique de la bibliothèque publique est énoncée : locaux, collections, catalogues, horaires, prêt, publicité, gestion, autonomie du lecteur, accès libre au rayon.

En conclusion, il est possible de dire que, si les pères fondateurs de la lecture publique ont amorcé une réflexion prometteuse, les réalisations positives sont minces. Les aspirations des bibliothécaires municipaux sont diffuses, leurs propos incertains et ambigus, dans la mesure où ils peinent à définir leur public et ne perçoivent pas mieux l'institution de lecture à venir. Les bibliothécaires les plus convaincus de la nécessité d'une réforme ne dégagent pas la problématique concrète de la bibliothèque publique moderne. La première guerre mondiale fixera leurs regards sur le modèle américain implanté en France à partir de 1917 par l'armée et les comités d'aide aux régions dévastées.